

LE COMBAT SYNDICALISTE



CNT MENSUEL DE LA
Confédération Nationale du Travail

JANVIER 2018/N° 430

2€

**Sept après, les salariées de People & Baby
obtiennent gain de cause...**

LES BÉBÉS SALUENT LA VICTOIRE



Luttes syndicales

- People & baby condamné pour discrimination syndicale ! Une victoire du syndicat SanSo RP. P2
- Chez Adrexo, nouveaux patrons, même exploitation. P3

Ici et maintenant

- Témoignage du quotidien du travail social auprès de gens qui morflent et parfois y restent. P4
- De l'alu dans les vaccins. Non c'est pas une hallu. P5

Dossier

- La violence du travail. P6 à 9

International

- Grèce. P10 à 17
- Catalogne.

Pêle-mêle

- On assassine sur les plages indiennes. P18&19
- Macron rend hommage au Briseur de grève pue-la-mort. P22
- 11 novembre, une date pour l'antimilitarisme, combat toujours d'actualité. P23

Culture

- Remplacer l'humain. Critique de l'automatisation de la société, de Nicholas Carr.

Alertez les bébés ! Saison 7

People & baby condamné pour discrimination syndicale ! Une victoire du syndicat SanSo RP.

Il y a sept ans, une section CNT entamait une lutte éprouvante pour dénoncer la privatisation du secteur petite enfance entreprise par la Ville de Paris et sa gestion libérale des structures d'accueil du jeune enfant. La mairie, avait ainsi choisi l'entreprise People & Baby au détriment de l'associatif et du service public, pas assez rentable, trop coûteux à ses yeux. Un choix délibéré du privé au détriment du public.

Cinq salariées nouvellement employées par People & baby décident alors de se syndiquer à la CNT pour défendre leur projet pédagogique d'un accueil de qualité du jeune enfant, et pour préserver leurs conditions de travail ! Soutenues par les parents et leur syndicat, ces cinq femmes ont lutté sur tous les fronts : tractage, réunions publiques, grève, occupation... sensibilisant très vite de nombreuses collègues.

■ Toutes virées

En réaction à cette activité syndicale, People & baby, encouragé par la Ville de Paris, a voulu licencier l'ensemble des militantes. Même si elles étaient soutenues par l'inspection et la médecine du travail, la plupart n'ont pas échappé au licenciement discriminatoire. Pour se justifier, People & baby n'hésita pas à porter de fausses accusations contre des salariées syndiquées : elles auraient mis de la mort aux rats dans la caisse de jouets des enfants !

Face à un tel mépris du code du travail, l'action juridique succéda à l'action directe. Le 16 novembre 2017, enfin, l'entreprise People & baby a été condamnée pour discrimination syndicale et les prud'hommes considérant que l'occupation du siège de l'entreprise était licite dans le cadre d'un mouvement social.



■ La mairie mettait la pression

Une procédure est également en cours contre la Ville de Paris car sont apparues des preuves de son intervention auprès de l'employeur pour soutenir les licenciements illicites : les représentants de la Ville demandaient par mails à l'entreprise de « remettre de l'ordre » et notamment de se débarrasser de la déléguée syndicale.

Aujourd'hui, bien qu'il soit probable que People & baby fasse appel, le syndicat CNT Santé social et l'ensemble de la confédération fêtent cette victoire collective et continuent de lutter contre les attaques patronales et les réformes du gouvernement Macron qui tendent à retirer des outils de défense et de lutte aux travailleurs et travailleuses, lamener le code du travail, favoriser le contournement des syndicats, supprimer les outils de prévention de la

santé comme le CHSCT et plafonner l'indemnisation des salarié-es injustement licenciés.

La Section CNT People & baby et son syndicat ont gagné en s'armant de patience mais également en mettant en avant les valeurs rouges et noires de l'autogestion, la camaraderie, la solidarité, la persévérance ! ●

CNT

CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL

Bureau confédéral
6, rue d'Arnal
30900 Nîmes

www.cnt-f.org - Mèl : cnt@cnt-f.org

COMBAT SYNDICALISTE

CNT - 33, rue des Vignoles - 75020 Paris
Mèl : cs-administration@cnt-f.org



Géolocalisé géopressuré

Chez Adrexo, nouveaux patrons, même exploitation.

Après un plan de sauvegarde, des sauveurs ont repris les commandes. On est sauvé ! Bien sûr, la restructuration ne se fait pas sans casser des œufs !

Mais l'esprit est meilleur, le mensonge plus présent que jamais, l'espoir et la motivation chez les distributeurs-trices. Le GPS dont on va les munir les avertira qu'il seront payés au temps de travail effectif réel. Enfin ! Mais pour autant, l'accord d'entreprise maintient le principe de la détermination de la durée de travail pré-quantifiée forfaitaire. Rhabillée d'une nouvelle apparence, cette notion devient durée théorique, déterminée de la même façon que la pré-quantification, avec les mêmes vices, le dol grâce à une classification arbitraire

Adrexo bien emballé

Labellisé « french tech », ça claque, Adrexo emploie 20 000 « collaborateurs » (pourquoi pas dire esclaves, directement ?) dont 17 000 distributeurs en CDI à temps partiel. Adrexo a réalisé en 2016 un chiffre d'affaires de 280,8 millions d'euros et balançant dans les boîtes aux lettres quelques 9 milliards d'imprimés publicitaires physiques et numériques diffusés par an. En janvier 2017, Spir communication a fait affaire avec un trio de patrons du secteur, deux étant tauliers de Colis Privé, boîte présentée comme leader privé de la distribution de paquets au domicile des particuliers, le troisième larron étant proprio de Cibléo, boîte spécialisée dans « l'échantillonnage et la création de réseaux de distribution sur-mesure ». Leur coup fumant leur fait espérer passer d'un chiffre d'affaires de 430 millions d'euros en 2016 à 600 millions d'euros en 2019. Sur le dos de qui ? (Lu sur le site d'Adrexo et dans la presse spécialisée).

UN PRÉCAIRE SUR TROIS EST VACHEMENT FATIGUÉ



des secteurs. Tout cela sous l'œil bienveillant des organisations syndicales représentatives signataires des accords d'entreprise, et pour le bon plaisir du prince et par intérêt personnel de chaque signataire. Quand je constate ce consensus syndical,

je n'ose plus dire que je suis syndiqué ! Il y a là quand même une raison suffisante pour ne plus vouloir être syndiqué-e, en tout cas dans ces syndicats-là, ceux dont les médias font la promo à chaque fois qu'ils parodent dans les ministères, auréolés de leur représentativité. Moi l'esclave, j'ai de plus en plus envie de faire sauter mes chaînes et tant pis pour les dégâts collatéraux !

Pour posséder le distributeur, on lui fait signer un avenant à son contrat de travail initial où il doit renouveler son consentement à être lésé ! On mesurera son temps de travail, mais pas pendant la préparation, ni pendant certains trajets qu'il effectue avec sa voiture. Et si le temps de travail dépasse de 5 % la durée théorique, on retiendra cette valeur théorique. D'où l'intérêt de déterminer une durée théorique avantageuse pour l'entreprise. Mystifié-es, les distributeurs-trices

ont signé. Selon la rumeur, seuls 47 distributeurs ont refusé de donner un blanc seing, ils seront licenciés. Je suis l'un de ceux là, la France en marche c'est cela, mais grâce au prud'homme je pourrai demander un forfait de consolation ! La marche des fossoyeurs va bon train, le président qui s'inquiète des causes de la migration des pauvres vers nos pays riches devrait s'inquiéter de la migration des résidents salariés vers la rue pour crier ou pour y vivre, car l'injustice ou que ce soit même dans les pays riches, cela fait naître des migrants internes, de l'emploi vers le chômage, de l'appartement à la rue, de la vie à la mort, du bien être à la souf-France quelle marche, en avant la discrimination de classe !

Chez ce patronat, comme chez les autres, le travailleur, c'est la variable jetable, manipulable, consommable ! ●

Les indigents, d'abord des gens

Témoignage du quotidien du travail social auprès de gens qui morflent et parfois y restent.

En creux, se dessine le portrait d'une femme, tiraillée par l'abandon dont elle est victime mais dont elle est aussi l'auteur. Entre deux absences, elle est déracinée ; toujours en décalage avec sa propre vie. Elle tâtonne, s'embourbe dans diverses impostures, expériences hasardeuses, alcool, drogue... S'obstine dans des tentatives successives de fugue. Mais pour aller où ?

De vieilles douleurs enfouies sont propulsées dans un quotidien de bric et de broc, où tout fout le camp, surtout sa tête, rivée à une solitude terrifiante, à des embrouilles de misère, à des filiations improbables. Pas d'autre choix que la démerde, ça la fait tenir debout. Elle s'engouffre dans le monde des ombres, jusqu'à perdre son identité, ses enfants... Ses choix. Elle devient invisible. D'ailleurs, toutes ces douleurs n'ont rien de spectaculaire, elles ravagent juste celle qui les subit.

■ Parcours ballotté

Alors quoi ? Regards, rires, politesse, injures, cris et coups sont de simples défenses contre le malheur et la solitude. Mais à force de précarité, d'épreuves, de mise à mal du corps, la maladie s'installe... Elle n'a plus de logement, il est devenu insalubre par son mode de vie, peu de ressources. Commence alors un long parcours ballotté d'hôpital en hôpital. Il n'y a pas vraiment de place pour les pauvres, la société leur ac-



corde des miettes. Mais réjouis-toi, ce n'est pas grave si tu es éloignée du peu de personnes avec qui tu es en lien. De toute façon, les pauvres sont-ils encore humains ?

Dans une gestuelle désaccordée, elle laisse deviner des souffles qui enflent deviennent des plaintes puis des gémissements... Elle a l'air d'une enfant dans ce lit, elle nous dit au revoir, Marie* est morte seule dans la nuit du 6 au 7 novembre 2017, son enterrement a eu lieu le vendredi sans que ses dernières vo-

lontés soient respectées. Elle voulait être enterrée à La Rochelle, sa ville natale, ou à Villefranche où elle a vécu les dix dernières années. Faut pas rêver, si tu n'as pas d'argent, tu es enterrée là où tu meurs. Son fils aîné qui vit près de La Rochelle n'a pas pu venir. Trop loin, trop cher ! Seul-es présent-es, sa fille, son compagnon, un ami et bien sûr les différents travailleurs sociaux qui l'accompagnaient.

■ Quartier des indigents

Malheureusement, les inégalités de la vie se prolongent devant la mort, conséquences de la précarité, de la perte de liens, et d'une société aux effets néfastes de l'individualisation et de la relégation sociale. Où sont nos promesses démocratiques qui nous prétendent tous égaux toutes égales ? Même au cimetière, les pauvres sont séparés, ils ont leur quartier, celui des indigents. Cela signifie-t-il qu'ils sont plus morts que les autres, que certaines existences valent mieux que d'autres ? En tout cas, le quartier des indigents est régulièrement recyclé ! Abracadabra, disparu, effacé oublié....

Marie est doublement décédée, cliniquement et socialement ! À toi, petite femme de 42 ans qui avait toujours froid, nous ne t'oublierons pas. ●

Section CNT Sauvagerie 69

* nom d'emprunt

Piqûre de rappel : les vaccins contraints, ça craint

De l'alu dans les vaccins.
Non c'est pas une hallu.

Oui, la vaccination est nécessaire, oui, elle sauve des vies. Mais non, elle n'est pas sans risques. C'est désormais prouvé : dans les adjuvants utilisés dans les vaccins, l'aluminium est toxique pour la santé. Une fois injecté et s'il n'est pas éliminé naturellement par les urines, l'alu peut migrer jusqu'au cerveau et être responsable de maladies neurologiques graves et irréversibles. L'association E3M qui regroupe les malades de la Myofasciite à macrophages induite par l'aluminium dans les vaccins lutte pour des vaccins sans aluminium.

■ D'autres solutions possibles

Les vaccins sans adjuvant aluminium ont existé durant de nombreuses années.

Ce sont les vaccins sur phosphate de calcium (adjuvant naturel et sans danger) de l'Institut Pasteur qui en a fabriqué pour le monde entier. Ils ont été retirés du marché en 1986 lorsque l'Institut Mérieux a racheté l'Institut Pasteur. Mérieux fabriquait ses vaccins sur aluminium, il a annulé la ligne de fabrication de Pasteur. Un simple



calcul de rendement industriel contre l'avis des chercheurs de Pasteur.

■ Magouilles industrielles

En 2008, Sanofi rachète l'Institut Mérieux, et fait carrément disparaître le seul vaccin à trois valences, le DTPolio (diphthérie, tétanos, polio) et le remplace par un vaccin aux multiples valences. Pour remplir l'obligation vaccinale, toutes et tous doivent obligatoirement se faire injecter des cocktails qu'ils et elles n'ont pas choisis. Les prix ont explosé... La Sécu a remboursé ! Cherchez l'erreur.

■ Politique de santé dictée par l'industrie

En janvier 2018, la loi sur l'obligation vaccinale à 11 valences (diphthérie, tétanos, poliomyélite, haemophilus influenzae

B, coqueluche, hépatite B, rougeole, oreillons, rubéole, méningocoque C, pneumocoque) sera vraisemblablement votée.

Cette loi de santé publique qui nous concernent toutes et tous a été votée en première lecture à l'assemblée nationale le 27 octobre par 75 député-es présent-es ce jour-là, sur 577 !

Cette obligation vaccinale fait partie du cortège de lois et d'ordonnances que veut nous imposer Macron. Un énième fait du prince et de politique répressive. Si cette loi était adoptée, elle nous priverait de notre première liberté, la maîtrise de nos corps, et notre pouvoir à refuser l'injection de produits dangereux.

Obligeons les industriels à re-fabriquer ces vaccins sans aluminium.

C'est un choix que le gouvernement doit faire en se dégageant des lobbys de l'industrie pharmaceutique. Seul un mouvement de résistance et de désobéissance générale peut contraindre le gouvernement à reculer sur sa politique liberticide et anti sociale.

Parents, personnel soignant, toutes et tous concerné-es. ●

CNT de la Loire

Se renseigner, comprendre, lutter :
www.vaccinssansaluminium.org/

Vu à la télé : la violence du travail

L'enquête sur la violence chez Lidl et Free cartonne. C'est déjà ça. Et après ?

3,8 millions de téléspectateur-es : c'est l'audience historique du magazine Cash Investigation dédié au « *Travail, ton univers impitoyable* » fin septembre. Le syndicaliste blasé qui tient depuis des années le bouton off de sa télé comme une mesure de salubrité publique en reste perplexe.

Bon, ce score n'est pas vraiment le signe de regain de conscience d'une bonne part du pays, prête à déferler dans les rues et les ateliers dans un grand mouvement de colère pour renverser l'État et le capital. Probable que la plupart des spectateur-es de ce soir-là sont déjà des convaincu-es. 3,8 millions, c'est l'équivalent d'une mobilisation interprofessionnelle nationale somme toute moyenne.

■ Un sujet à audience manifeste

Inutile néanmoins de tomber dans le cynisme. 3,8 millions, c'est aussi la preuve que le sujet préoccupe. Pour une émission de télé à cette heure là, ce n'est pas rien. Dans un premier temps, saluons le travail des équipes de Cash Investigation et d'Envoyé Spécial (plus ou moins les mêmes, d'ailleurs) qui ont levé le voile sur des réalités criantes du capitalisme, dans les industries des télécommunications, de la grande distribution, comme avant dans l'hôpital public



ou les abattoirs. Pour la plupart d'entre nous, le monde du travail est un lieu de souffrances, qu'il n'est pas anodin de jeter dans le débat public. Poser le problème n'est pas y répondre, mais c'est déjà empêcher qu'on le nie. Les politiques faisant peu de cas des dégâts provoqués par le capitalisme ne peuvent désormais plus ignorer le problème. L'enregistrement d'un manager menaçant de mort son N-1 viendra au moins faire fausse note dans le concert des promoteurs d'un capitalisme gagnant-gagnant. Une fausse note qui peut gripper la machine de propagande savamment huilée. Montrer le sale visage du capitalisme, frontalement, au sein des médias de masse, c'est déjà donner le signe que son offensive idéologique n'est pas gagnée. OK, c'est pas ça qui suffira à le mettre à bas, mais c'est une étape.

Évidemment, la classe dirigeante a sa riposte, avec deux stratégies, riposte frontale ou évitement. Cette passe d'armes nous éclaire déjà sur l'état des forces en présence.

Notons le rôle de l'inénarrable Hanouna. Le divertisseur de C8, autoproclamé observateur du paysage audiovisuel français – l'étiquette justifie son émission, la télé parlant de la télé –, n'a pas tardé. Dès le lendemain, alors que les remous provoqués par l'émission sur le travail enflaient, Hanouna missionne sa clique d'experts. Résultat : l'émission Cash Investigation, c'est « un peu abusé ».

■ Touche pas à mon annonceur

Cash Investigation a levé un lièvre, apparemment pas totalement inoffensif pour le capital. En volant au secours de leur annonceur Lidl, C8, la chaîne de Bolloré, et Hanouna ont du tomber le masque. Non, Hanouna n'est ni un observateur du paysage audiovisuel français ni un simple amuseur vulgaire décomplexé. Hanouna et la télé qu'il représente sont des valets du capitalisme, comme nombre d'émissions d'info au registre plus sérieux.

Un annonceur qui rogne ses dividendes en échange d'un public disponible peut attendre de voir ses intérêts défendus par des mercenaires de la télé. Pour Hanouna et TPMP (*Touche pas à mon poste*), se taire, c'était lâcher un acheteur d'espaces

pub donc un financeur. Impossible pour une télé purement commerciale sur le créneau de la stupidité, donc d'un public pas trop critique à des annonceurs eux-mêmes vendeurs de camelote.

Pour autant, ce public à priori disponible mais pas totalement crétin capte bien que ce qui est décrit chez Lidl ou Free est également vrai ailleurs. Possible que le spectateur dans son canapé devant les pitreeries d'Hanouna ait été lui-même à la merci d'un chef tyrannique dans une boîte quelconque à peine une heure avant l'émission. Entrer frontalement dans le lard d'une enquête ayant mis une lumière crue sur la souffrance au travail, c'était peut-être trop demander à ce Monsieur Loyal du grand patronat. Manipuler les masses n'est pas un exercice facile.

■ Les jaunes discrédités

La direction de Free a tenté une contre-attaque via un procédé assez minable, un communiqué signé de « représentants syndicaux de l'entreprise », autrement dit les jaunes, pour tenter de désavouer les témoins du docu. Riposte illico par un autre communiqué de la vraie représentation syndicale interne à Free. L'action des salarié-es de Lidl, débrayant dans les Bouches-du-Rhône contre leurs conditions de travail abominables, a vite mis fin à cette tentative de démenti, aussi maladroite qu'improvisée.

Outre la rigolade, on retiendra que ces grands exploiters ne sont pas invincibles.

L'existence d'une émission comme Cash investigation sur le service public (France Télévisions, c'est notre pognon), c'est aussi pour partie le signe d'une classe dirigeante qui doit bien donner le change, sur les mêmes ondes où des David Pujadas, Yves Calvi et bien d'autres faisaient

les dangers de la télé



injonction aux syndicalistes ou aux banlieusards d'appeler au calme et de rentrer dans l'ordre. Cash investigation, portée par une journaliste reconnue comme Élise Lucet, capte plus de trois millions de téléspectateurs. C'est plus difficile à museler qu'Arrêt sur images en son temps, émission de week-end qui n'a jamais eu un tel engouement, *Là-bas si j'y suis* sur France Inter ou que des chroniqueurs comme Didier Porte ou Stéphane Guillon. On remarque qu'aucune émission d'investigation n'a pu aller aussi loin sur des chaînes privées. Le taux de syndicalisation et les statuts des journalistes des chaînes du service public n'y est certainement pas pour rien.

■ L'évitement, évidemment

Les patrons interviewés par l'équipe de Cash investigation pratiquent l'évitement face aux questions embarrassantes. Ils se contentent d'esquiver le problème, disent qu'ils ne

savent pas (curieux pour de gens sachant à quelle minute, quelle seconde chacun de leurs employé-es va pisser). On ne peut pas demander à tout le grand patronat la même franchise que celle d'un Patrick Le Lay définissant son rôle de patron de TF1 comme celui de vendeur de « temps de cerveau disponible ». Mais même face à une pugnace Élise Lucet, ces patrons n'ont qu'un profond mépris de classe en réponse. Le patron le sait : en régime capitaliste, l'organisation du travail lui donne le privilège de ne pas répondre, même face à l'inacceptable. Montrer ce mépris de classe sur une grande antenne pourra toujours être considéré comme une petite victoire quand ces mêmes patrons ne manquent pas l'occasion de se pavaner dans leur presse aux ordres.

Autre stratégie d'évitement : face aux révélations, les patrons prétendent que l'émission n'a montré que des cas extrêmes, des vilains

petits canards. On n'a vu qu'un seul chef menaçant de mort un des salariés de Lidl. Tous les abattoirs n'ont pas été pris en flagrant délit de maltraitance animale (et salariale : les salariés étant en l'occurrence mis sous pression, affectés à des tâches pénibles et touchés par des maladies professionnelles tant physiques que psychiques). On n'a pas épinglé tous les hôpitaux à pressurer les personnels soignants sans temps ni moyens de traiter les patient·es avec respect et attention humaine.

■ Après la télé, la vraie riposte

Bien sûr, ce type d'émission a ses limites. Personne n'est obligé de répondre à un journaliste, lui-même

Directrice de la publication

Marie-Pierre Aiello
CPPAP N° 0618S06521 TGI N°
97/93

Rédaction

combat-syndicaliste@cnt-f.org
CS c/o CNT Stics 13
c/o 1 000 Bâbords
61, rue Consolat 13001 Marseille

Administration

cs-administration@cnt-f.org
C/O CNT 18 Avenue de Sierre
07200 Aubenas

Abonnements

cs-administration@cnt-f.org
C/O CNT 18 Avenue de Sierre 07200
Aubenas

Impression sur papier certifié PEFC

Imprimerie Étoile

Za Sainte Anne 61190 Tourouvre
Le Combat syndicaliste sort en début de mois. Les tâches amenant le Combat syndicaliste dans votre boîte aux lettres sont effectuées par des syndiqué.es après leurs journées de travail. Toutes vos idées d'articles sont les bienvenues. Le bouclage se faisant aux environs du 15, il est important que vos articles arrivent à la rédaction quelques jours avant, le plus tôt possible, cela évite le stress. Merci à tou.tes !

tenu par la nécessité de donner des preuves de ce qu'il avance. Et face à l'inacceptable, l'opresseur pourra toujours répondre qu'un cas particulier ne fait pas une situation générale.

À l'inverse, même un syndicaliste peut dire que l'oppression au travail n'est pas la même partout. Dans les permanences syndicales, certain·es nous disent qu'avec tel chef, ça se passait pas comme ça, que c'était mieux avant, etc. Mais toutes et tous les autres, meurtri·es, témoignent des dépressions, burn-out, accidents de travail, conduites à risque et addictions. Beaucoup disent les méthodes des directions pour virer un·e salarié·e, l'isoler, l'amener à craquer pour obtenir une démission. Ou la pression sur le personnel pour dégager du profit, réduire les coûts de production en jouant sur le temps de travail et sur les salaires, obtenir la docilité en coupant systématiquement toute tête qui dépasse.

L'utilité d'une émission mettant en lumière ce qui se passe chez Lidl ou chez Free n'est donc pas à démontrer. Elle aura au moins eu le mérite, peut-être, de contribuer à faire comprendre aux salarié·es en souffrance qu'ils ne sont ni isolé·es, ni coupables de ce qui leur arrive.

La suite, en revanche, appartient aux travailleur·euses. « *La révolution ne sera pas télévisée* » chantait déjà Gil Scott-Heron en 1970. Ce n'est pas une émission de télé qui va nous organiser. C'est à nous de le faire, de nous syndiquer, de nous rassembler, de nous réapproprier les moyens de production, de décider ce que nous avons besoin de produire, pourquoi et comment. ●

Martial, SIPMCS

Quelle honte, quel même métier ?

Au passage, il y aura eu l'épisode burlesque d'un Pierre Ménès, chroniqueur football qui a fait de l'outrance son fond de commerce – faut bien vivre. Après avoir déclaré sur le plateau de l'inarrêtable Hanouna – Ô surprise ! - qu'il avait honte de « faire le même métier » qu'Elise Lucet, ce provocateur subventionné, pas à une humiliation près après son passage dans une publicité pour un équipementier automobile, a battu en retraite en ordre dispersé après avoir pris un contre-feu numérique cinglant. Il faut dire que même les plus blasés des observateurs n'auront pas manqué de se dilater la rate d'entendre qu'enquêter sur des évasions fiscales du grand patronat ou gloser sur les prestations des joueurs de football, c'était « le même métier ».

Qu'on soit bien clair : il existe des journalistes sportifs comme il existe des journalistes d'investigation. Certains journalistes sportifs ont sabré leur carrière en parlant de dopage. Pierre Menes, plus prudent, n'avait jusque-là mis sa carrière en question qu'en relevant un défi de jonglage avec un footballeur sur la sellette et en mal de spectacle.

Mais le coup le plus pernicieux est en train d'être porté par la direction de France Télévisions, le groupe étant public, et dont le financeur, c'est principalement le contribuable. Sous prétexte d'économies, le groupe s'apprête à sabrer les budgets de ses émissions d'investigation. ●

Martial.

Écran lisse, le dernier épisode

Coupe budgétaire à France Télé : vous avez dit censure ?

Sans grande surprise, la phase n°2 de la contre-attaque État-Capital contre les émissions Envoyé Spécial, Complément d'Enquête et Cash Investigation est en train de venir de l'État.

On pourrait ironiser sur les statuts des journalistes de France Télévisions. Mais les titulaires du groupe



ne seront pas les seuls à être esquinés. D'abord, il faut penser que, même protégés salarialement par un statut, les journalistes qui restent devront pallier les absences, s'asseoir sur leurs horaires de travail et se confronter à un vidage en règle du sens de leur métier. L'être humain est bien peu adaptable aux exigences du marché.

Mais surtout, la casse va faire du dégât un peu partout dans le milieu du journalisme audiovisuel. Ces volants de pigistes et de CDD qui ne seront pas reconduits ou mis à la porte, que deviendront-ils ? Ils iront s'ajouter à la cohorte déjà fournie des précaires de l'audiovisuel français. Ou ils seront mis en concurrence avec les précaires n'ayant pas leurs entrées à France Télé. Ces créneaux d'antenne qui



ferment, c'est comme la fermeture d'une usine. C'est la casse sociale.

Pour les indépendants et petites sociétés de production, c'est autant de débouchés qui se ferment pour leur production. C'est-à-dire aussi une pluralité de l'info qui s'amenuise, une qualité de l'info qui baisse.

Que l'État ne s'occupe plus du service public de l'information et ne se préoccupe que de disparaître, au fond, ça nous convient. En revanche, il devient de plus en plus urgent d'envisager un vrai service public démocratique de l'information. Et ça c'est sûr, ce serait du jamais vu à la télé. ●

Martial, SIMPCS

Lutte judiciaire prud'homale

Un transporteur de L... reporte les paiements des salaires et des frais en N+2. Mais lorsqu'un salarié démissionne on ne tient pas compte des reports et on oublie de payer un mois de salaire, enfin ce pourrait être un oubli mais suite à notre information et au refus de régulariser nous saisissons qu'il s'agit d'une volonté délibérée de spolier le routier démissionnaire !

Alors, ici le défenseur prud'homal agit pour le compte du salarié, il agit dans l'intérêt personnel de ce dernier, mais cette action devrait aider le transporteur à comprendre que l'éthique n'est pas un vain mot et qu'il en fait défaut et cela devrait aider les autres routiers qui prêtent leur salaire pendant un mois à l'employeur de comprendre que les syndicats et surtout les représentants du personnel peuvent avoir du bon. Alors routiers défendez vous, utili-

sez les syndicats, ceux qui ne sont pas à la solde du patronat pour défendre vos intérêts, mais surtout individuellement, chacun de vous soyez des hommes têtes hautes refusez d'être manipulés, spoliés, ignorés en vos droits. Redressez la tête, poliment dites non Monsieur cela je ne l'accepte pas, peu m'importe ce que font les autres mais pour moi c'est non !

Si le camion est beau, confortable, c'est bien, mais si le salaire est juste et payé en temps utile, c'est mieux ! Le camion il n'est pas à toi, c'est un gros jouet qu'on pourrait bien te confisquer ! le salaire c'est le tien pour les tiens alors fait qu'il soit le meilleur possible que tu travailles ou que tu sois malade ou en accident de travail ou au chômage ou à la retraite.

Le patronat notamment dans le

transport est syndiqué notamment à la FNTR et toi tu restes seul ! Alors ne t'étonne pas de ta faiblesse, c'est ta faute si l'on t'écrase ! Tu le veux bien ! Affirme-toi sache dire non pas pour moi !

Et puis aussi le bras de Robert à lâché, il ne peut plus conduire de camion, pendant toute sa carrière, il ne voulait pas être syndiqué, pas besoin de ces fouteurs de merde, aujourd'hui, le seul qui passe sa porte ce n'est pas les copains de la route, ni son ex-employeur, mais le syndicaliste qui essaye de le soutenir dans les démarches pour obtenir des aides, car lorsque tu ne travailles plus tu découvres le mépris que tu inspires, on attend que tu crèves !

Alors rappelez-vous, les syndicats sont ce que vous en ferez ! ●

Interco71

Grèce

Un convoi qu'on voit

Rencontre avec des militant·es de l'ESE grecque.

Ce convoi solidaire est parti en novembre 2017 en Grèce, organisé par Maud et Yannis Youlountas et le collectif Anepos, en prolongement des films « Ne vivons plus comme des esclaves ! » et « Je lutte donc je suis ». Le syndicat culture Aquitaine et l'union locale Sud-Gironde et Entre-2-Mers de la CNT ont participé aux collectes correspondant aux besoins matériels, financiers et politiques exprimés par les collectifs et lieux alternatifs, autogérés, anticapitalistes, antifascistes, anti-autoritaires... (squats de migrant·es, réseau de cuisines sociales autogérées et gratuites, dispensaires médicaux autogérés, centres sociaux, activistes...). Mon syndicat m'avait mandaté pour remettre un soutien financier à nos camarades anarcho-syndicalistes de l'ESE (Eleftheriaki Syndikalistiki Enossi, Union Syndicaliste Libertaire). La rencontre s'est déroulée à Exarcheia, le quartier rebelle d'Athènes aux multiples initiatives autogérées. Le K*Vox, où nous



Arrivée à Notara

avons longuement discuté, est un bar occupé et autogéré, vaste espace à la déco antifa, noire et rouge, dont les bénéfices vont essentiellement au soutien des prisonnier·es politiques. Au fond de la salle, une fresque CNT-FAI de la révolution sociale espagnole nous confirme, s'il en était besoin, que nous sommes dans un lieu ami. À proximité se trouve le dispensaire médical autogéré qui apporte soins et médicaments gratuitement à la population. En effet, environ un tiers des grec·ques n'ont plus de couverture sociale ! Le convoi solidaire Anepos a livré colis et argent, entre autres, à ces deux espaces.

Autour d'un vin rouge frais et fruité,

nos camarades grec·ques ont parlé de leur orga. La traduction de l'anglais était faite par un militant d'Elaf (Écolos Libertaires Antifascistes Féministes) du Tarn. La double barrière linguistique grec-anglais-français a peut-être provoqué quelques incompréhensions et approximations... La pratique de la langue anationale esperanto n'est pas encore assez développée dans nos échanges internationaux...

■ Eleftheriaki Syndikalistiki Enossi

L'ESE existe depuis une quinzaine d'années. C'est un petit syndicat qui se développe à Athènes, Thessalonique et quelques villes moyennes. En Grèce, les partis et syndicats sont minoritaires et il y a beaucoup de petites orgas. Le mouvement social est très divisé. Depuis 2015, la résignation populaire est remontée de même que la violence policière des « chiens fous du pouvoir ». La peur et la crise sociale provoquent une sorte de décadence du mouvement ouvrier. La police grecque agit comme une mafia, comme un État dans l'État, sans rendre de comptes, ou très peu, au gouvernement. Les escadrons anti-émeute sont déployés quotidiennement. Les flash-balls sont utilisés depuis 2016. Dans ce contexte, l'ESE poursuit ses actions. En voici quelques exemples.



Arrivée à Notara



Fiesta dans la rue

Dans une clinique d'Athènes, le conseil d'administration – constitué de riches chirurgiens avec maisons et voitures luxueuses – a reçu de l'argent public qu'il a camouflé. Les salarié-es et les services n'en ont pas vu la couleur. Le syndicat réformiste n'a porté aucune revendication. Une action en justice a été intentée. Deux travailleur-euses révolutionnaires ont fait appel à l'ESE qui a alors organisé des manifs de protestation régulièrement en dehors du lieu de travail pendant quelques mois. Puis la clinique a fermé.

En octobre 2017, lors d'un congrès médical dans un hôtel de luxe, le président du CA de la clinique devait prendre la parole. Des militant-es de l'ESE se sont introduit-es discrètement dans l'hôtel et ont perturbé le congrès avec tracts et banderoles au milieu des petits fours. Il-les se sont éclipsé-es avant l'arrivée de la police. Le président a eu la trouille de sa vie. Depuis, il hésite à se rendre à son cabinet. La peur a changé de côté !

■ États de service

L'ESE a également mené une ac-

tion contre une ONG philanthropique récoltant de l'argent de l'État depuis le début des années 90 pour des jardins potagers destinés aux réfugié-es politiques de l'ex-URSS. Actuellement, elle prétend venir en aide aux pauvres mais la réalité est tout autre. Une salariée, découvrant les magouilles, a porté plainte pour vol. La direction ayant falsifié ses comptes, il semble qu'il n'y ait pas eu de suites judiciaires. Par contre,

cette ONG...

En 2008, six anarchosyndicalistes serbes ont été arrêtés par la police de Belgrade sous prétexte de jets de cocktails molotov sur l'ambassade grecque. L'ESE a organisé une fête pour les soutenir. Les contacts et la solidarité internationale sont importants pour ces militant-es.

L'ESE tient en permanence une table d'infos à l'École polytechnique d'Athènes, haut lieu de la résistance grecque, fer de lance contre la dictature des colonels (1973).

Pour l'ESE, il est essentiel de disposer d'une caisse de solidarité pour soutenir les grévistes, les licencié-es, les chômeur-euses. Ils organisent des fêtes en soutien à cette caisse, vendent un calendrier des travailleurs depuis 2010, publient

une BD sur une grande grève à Thessalonique en 1976...

■ Ma classe ma fierté

Nos camarades de l'ESE étaient très touché-es de la petite solidarité financière que nous leur avons apporté ainsi que des affiches



Cuisine de rue gratuite

la salariée ayant démissionné, l'employeur lui a fourni de mauvais documents afin qu'elle ne puisse bénéficier d'aucune allocation. Elle a rejoint l'ESE qui a organisé des manifs avec une banderole « Derrière la philanthropie se cachent des emplois non payés et le chômage ». Une pub dont se serait bien passé



Le KVox

et stickers cénétistes et antifa que nous leur avons offert. La CNT de France, dans toutes ses composantes, est une référence pour eux. C'est une forte responsabilité internationale que nous portons et qui nous encourage à poursuivre le développement unitaire du syndicalisme révolutionnaire et de

l'anarchosyndicalisme en France.

Nous avons fini cet échange en parlant du retsina, le vin résiné. L'origine de cette recette viendrait de l'antiquité lorsque sa conservation était assurée par des amphores étanchéifiées avec de la résine. Ce vin est devenu celui de la classe ou-

vière. Et un anarcho-syndicaliste grec a conclu par le slogan

"Η τάξη μου, η υπερηφάνειά μου!"
« Ma classe, ma fierté ! ».

*Christian, CNT culture Aquitaine,
UL sud-Gironde et Entre-2-mers*



Fresque KVox

Quarante-quatre ans après

Manif du 17 novembre à Athènes.

Le 17 novembre, une manif massive s'est déroulée pour l'anniversaire de l'insurrection de 1973 contre la dictature des colonels, début de la fin pour ce régime. C'était aussi l'occasion pour le mouvement social grec de rappeler ses revendications actuelles. En tête de manif se tenait l'École Polytechnique. Le cortège anti-autoritaire, antifa, anar, autonome était impressionnant. Les militant-es de l'ESE y ont participé individuellement. À l'occasion de cette manif, 7000 policiers étaient déployés à Athènes. La place Syntagma (parlement) a été interdite d'accès par la police lourdement armée. Après une longue marche jusqu'à l'ambassade des USA, la manif devenue sauvage s'est poursuivie, toujours encadrée par les robocops aux casques

blancs. Devant un stade, elle s'est faite huer par des supporters de foot renforcés par des néo-nazis d'Aube Dorée. Quelques dizaines de mètres plus loin, sans aucune raison ni sommation, les « chiens fous du pouvoir » ont chargé les manifestant-es dans un matraquage d'une violence aveugle au milieu des grenades et des lacrymos. Certains militant-es ont pu se réfugier chez des commerçant-es solidaires qui ont ouvert leur porte, planqué les fuyards dans la cave, fermé le rideau de fer du magasin et fourni les premiers soins. Plus d'une centaine de manifestant-es ont été blessés dont six membres du convoi solidaire Anepos. Le soir même, l'École polytechnique, occupée depuis quelques jours, a été expulsée. Les émeutes ont éclaté dans le quar-

tier voisin d'Exarcheia pour protéger de l'intrusion policière tous les espaces de lutte. En fin de soirée, une cinquantaine de personnes a été matraquée et blessée, autour de la place Exarcheia investie pendant de courtes minutes par la police bombardée de cocktails molotov depuis les terrasses et balcons alentour. Au total, sur 43 arrestations, 23 personnes ont été relâchées dans la nuit et 16 sont poursuivies par la justice dont un membre du convoi. Les avocats militants d'AK (mouvement anti-autoritaire pour la démocratie directe) ont commencé à intervenir pendant la nuit en soutien aux arrêté-es, et ont réussi à faire sortir de prison notre camarade et plusieurs autres. ●

Nous sommes armé-es, de solidarité

Ηαλληλεγγύη είναι το όπλο μας!

La solidarité est notre arme!
Ηαλληλεγγύη είναι το όπλο μας!

Et cette arme, nous savons l'utiliser! Nous la pointons contre nos ennemis de classe, la bourgeoisie et ses kapos gouvernementaux et politiques! Toute chargée de nos colères et de notre détermination, nous la tenons fermement dans nos mains pourtant tremblantes du poids de nos responsabilités.

Mais pour nos ami-es, nos frères et sœurs, nos camarades, cette solidarité est une main tendue, chaleureuse et fraternelle. Prenez-la comme telle, camarades, qu'elle vous transmette nos pensées, notre soutien, notre confiance et sachez que nous sommes conscient-es qu'en vous aidant, nous nous aidons nous-

mêmes.

L'hiver sera dur, triste et froid, comme toujours, mais le soleil se lèvera à nouveau sur le printemps à venir, soyons-en sûr-es! Que ces quelques mots vous accompagnent dans vos luttes, camarades pour que nos mains se joignent enfin, un jour, pour une grève générale illimitée européenne!

Sincères salutations anarcho-sindicalistes et syndicalistes révolutionnaires depuis les plaines vallonnées du sud de la Gironde, sud-ouest de la France. ●

UL Cnt sud-Gironde et Entre-2-mer

Message de solidarité à destination des camarades du mouvement social grec à l'occasion du convoi du collectif Anepos de novembre 2017. s



Catalogne

Catalogne où en est-on ?

Ce 10 octobre 2017, la République catalane a été proclamée pour la cinquième fois de son histoire. Chacune de ces déclarations avait entraîné une violente répression de l'État espagnol. Pour mémoire, Lluís Companys fut le dernier le 6 octobre 1934 à déclarer unilatéralement l'indépendance de la République Catalane. Celui-ci fut ensuite arrêté, embastillé au château de Montjuïc, puis finalement fusillé par les franquistes en 1940.

En 2017, cette proclamation d'indépendance s'appuie sur un important soutien populaire qui se construit depuis l'année 2009 autour de l'idée d'un référendum sur l'autodétermination de la Catalogne. Ce 1er octobre 2017, plus de 2 millions de personnes, soit environ 42,38% du corps électoral de Catalogne ont voté à 90,18% en faveur du "Oui" à l'indépendance.

Deux jours plus tard, le 3 octobre, une grève générale est déclenchée en Catalogne par plusieurs organisations syndicales dont : CGT Catalunya, Negres Tempestes, Embat, organització llibertària de Catalunya, Heura Negra, assemblea llibertària de Vallcarca, CNT Catalunya i Balears, Oca Negra, assemblea llibertària del Clot-Camp de l'Arpa et Solidaritat Obrera.

■ L'appel de ces organisations précise

«En tant que libertaires et partie active des mouvements syndicaux, populaires et associatifs de Catalogne, nous défendons toujours le droit à l'autodétermination des peuples, en commençant par le nôtre. Pour nous c'est un principe fondamental du confédéralisme, afin de permettre la coexistence humaine sur un pied d'égalité. Il est clair pour nous que l'émancipation complète sera impossible sans l'étape consistant à éliminer la structure économique qui la soutient, le capitalisme. Et sans ce processus, la classe ouvrière continuera d'être écrasée, par une oligarchie espagnole et catalane complices

pour imposer des contre-réformes du droit du travail et la restriction des droits sociaux.»

Un mois plus tard, le gouvernement de la Generalitat de Catalogne est soit en prison (au moment où j'écris cet article, une dizaine de députés catalans ont été placés en détention) soit en exil, comme c'est le cas du gouverneur général, Carles Puigdemont, réfugié en Belgique.

Pour clarifier une situation qui apparaît complexe, il paraît évident de donner la parole aux acteurs de terrain que sont les représentants syndicaux et les militants d'organisations catalanes. Ces entretiens ont été réalisés sur place à Barcelone ou par mail, selon la disponibilité des militants.

■ Le premier entretien est réalisé avec un représentant de la CGT espagnole

La CGT espagnole est issue d'une scission de la CNT en 1977. Elle se revendique encore aujourd'hui de l'anarcho-syndicalisme et rassemble 80 000 adhérents en Espagne, ce qui fait d'elle la plus importante confédération anarcho-syndicaliste au monde.

Thomas Lanssens pour la CGT espagnole

L'État espagnol considère qu'il y a une menace pour l'intérêt général et récupère l'autonomie Catalane sous son autorité, disons que c'est pour une raison d'État. L'Espagne est l'un des pays européens les plus décentralisés, c'est à dire que chaque région possède son parlement, sa propre police, comme L'Ertzaintza au pays Basque ou les Mossos en Catalogne.

Valentin (CNT09) pour le C.S : D'ailleurs, même dans les pires moments du rapport de force avec

les indépendantistes basques, l'article 155 de la constitution espagnole a-t-il été utilisé ?

Non, c'est la première fois que cet article est mis en pratique. Dans les conflits antérieurs il a été utilisé comme une menace mais n'a jamais été mis à exécution. Il y a d'ailleurs beaucoup de doutes sur l'aspect constitutionnel de cet article et sur la manière dont cela va s'appliquer. Pour l'instant, cela se concrétise par le contrôle de tout ce qui est sous direction administrative: la police, l'économie... Mais là aussi il y a déjà un problème car l'aspect économique est déjà contrôlé par Madrid. Le gouvernement a en effet coupé les financements depuis l'annonce de l'organisation du référendum d'octobre 2017.

Quelle est la position de la CGT sur cet article et son application ?

Elle est contre, évidemment, dans la mesure où la seule conséquence est la limitation des droits des travailleurs. Concernant la question de l'indépendance c'est un peu plus délicat mais la CGT est globalement contre, car cela va à l'encontre des principes de la CGT. L'indépendantisme et le nationalisme sont plutôt des concepts de droite."

Que faire alors de la question de l'autodétermination et du droit des peuples ? Comment expliquer la méfiance envers l'État central espagnol en Catalogne ?

Les Catalans se sentent, c'est vrai, plutôt comme une nation, mais ceci est le fruit d'un travail sur le long terme d'organisations politiques catalanes.

Dans le cadre d'une existence réelle d'une République catalane, quelles seraient les nouvelles diffi-

cultés ou au contraire les avantages que pourraient en tirer les organisations syndicales dans le rapport de force avec l'État ?

Alors c'est une question importante au sein des syndicats. La question est comment motiver les gens sur des positions syndicales. Cela vient de l'époque du franquisme durant laquelle il y avait une forte répression. Donc, la peur domine encore et avec la transition démocratique des années 80, les jeunes se sont déconnectés de la politique et surtout des syndicats.

Que penser alors de la grève générale du 3 octobre ?

Il y a eu une grande illusion. Le 3 octobre, c'est le jour où les syndicats minoritaires ont bougé le plus de gens dans leur vie, mais ça ne va pas se reproduire. C'est la conséquence de la situation, mais ça ne va pas amener les gens à s'impliquer pour leurs droits en général. Les gens se sont bougés pour l'indépendance, mais si l'État touche aux droits, personne ne bougera.

■ Le second entretien est réalisé avec Marc, un représentant du mouvement politique Endavant

Le mouvement Endavant est une organisation socialiste de libération nationale, anticapitaliste, antifasciste, anti-sexiste et indépendantiste, créée en 2000. Cette organisation se revendique marxiste et collabore avec le parti C.U.P (Candidature d'Unité Populaire). Endavant est représentée au parlement Catalan par deux députés du parti C.U.P. Marc parle au nom du comité populaire de son quartier de Barcelone : Sants-Montjuïc.

Valentin pour le C.S : Comment t'impliques-tu dans le contexte actuel ?

Marc de Endavant : Dans notre quartier de Barcelone nous nous sommes organisés en Comité de Défense de la République (CDR). Au départ, ces comités étaient là pour

défendre et mettre en oeuvre le référendum (CDRÉ). Après le 1er octobre et le résultat du référendum, ils sont en grande partie en train de changer de nom pour se positionner en protection de la République. Pour l'instant, il y a 180 comités dans toute la Catalogne. Ce mouvement est populaire mais ce n'est pas en tant que tel une organisation. C'est la base à travers laquelle nous organisons la réponse et la lutte pour le renforcement de la République et la défense du référendum. Dans notre cas du quartier de Sants-Montjuïc, les gens se sont surtout organisés pour le vote et pour défendre le résultat. Nous fonctionnons par consultation de ces bases. Notre objectif n'est pas de devenir un parti ou une force politique traditionnelle.

Comment avez-vous perçu la grève générale du 3 octobre et que pensez-vous de l'exil de certains membres du gouvernement de la Generalitat de Catalunya, par exemple, Carles Puigdemont qui est maintenant en Belgique ?

Cette grève avait été anticipée par les organisations syndicales car il faut 10 jours pour convoquer une grève. Les organisations syndicales avaient pris la décision de protéger les travailleurs pour qu'ils puissent défendre le résultat du référendum face au patronat et au gouvernement. Les organisations qui ont convoqué cette grève ne sont pas les organisations majoritaires: ni l'U.G.T (Union Générale du Travail), ni la C.C.O.O (Confédération Syndicale des Commissions ouvrières) n'ont appelé. Cet appel venait de l'I.A.C (Alternative Intersyndicale de Catalogne), de la C.G.T, de la C.O.S (Coordination Ouvrière Syndicale), de la C.N.T et d'autres petits syndicats. Parmi ces syndicats, seul la C.O.S est ouvertement indépendantiste. Ce qui s'est passé fut une démonstration massive de mobilisation pour défendre le référendum. Le jour du référendum, le 1er octobre, le monde entier a pu constater la violence de la répression d'État. Des personnes âgées ont été blessées, un militant a été touché à l'oeil par un tir de flash-ball... Ce

qu'a fait le gouvernement catalan pour éviter une perte de contrôle sur cet événement, c'est de convoquer lui aussi cette grève. Le gouvernement catalan a voulu récupérer cette grève générale en déclarant l'arrêt des administrations tout comme le patronat catalan a déclaré un lock-out des entreprises en Catalogne. C'était une tentative pour réduire les revendications de classes et syndicales de cet événement. Cette situation a permis de mettre des milliers et des milliers de personnes dans la rue.

Sur la question de l'exil du gouvernement, il y a plusieurs lectures. La première c'est que l'État espagnol fait toujours la même chose contre les gens qui se mobilisent pour la République. Mais ici cela prend une forme impressionnante avec une menace de 30 années de prison pour les membres du gouvernement catalan. Il y a eu aussi d'autres formes de répression. Des attaques violentes ont été menées contre les indépendantistes par des groupes fascistes, des occupations policières de certains lieux ont été organisées, comme ici à Barcelone, et des policiers infiltrés ont provoqué des violences. Mais il faut dire qu'il y a eu une résistance populaire. Par exemple, les réservations faites dans des hôtels par la "guardia civil" ont été annulées par les gérants et les policiers ont dû être logés sur des bateaux dans le port de Barcelone. Mais le gouvernement de la Generalitat est aussi à critiquer car cela fait quatre ans qu'ils n'ont rien fait pour réaliser concrètement les conditions nécessaires à l'existence de la République. Si la République avait préparé ses propres structures, le gouvernement n'aurait pas eu besoin de s'exiler. L'exil est une manière d'admettre que ce travail de fond n'a pas été fait.

Pour toi, comment doit se concrétiser ce que Carles Puigdemont a appelé une "désobéissance civile" ?

Il y a deux lectures possibles ici. Soit nous participons aux élections convoquées pour le 21 décembre (par le gouvernement espagnol) et nous espérons que l'État espagnol reconnaîtra le résultat, soit nous ne

“Mais je défie qui que ce soit de se trouver brusquement, comme il m’arriva, au sein de la classe ouvrière espagnole – je devrais peut-être dire : catalane, car hormis quelques Aragonais et quelques Andalous, je n’ai été qu’avec des Catalans – et de n’être pas frappé par le sens inné qu’ils ont de la dignité humaine, et surtout par leur droiture et leur générosité.”

« G. Orwell, Hommage à la Catalogne »

participons pas et seulement 30% des gens iront voter par exemple. C’est donc une question importante qui est en débat dans la population catalane. Mais quoique nous fassions cela ne veut pas dire que dès le lendemain nous aurons notre République. L’autre option est de maintenir un rapport de force sur les organisations internationales et sur l’État espagnol pour faire reconnaître le référendum du 1er octobre.”

L’État espagnol, par le biais du ministre de l’Intérieur, a menacé d’employer la force militaire contre les indépendantistes : que penser de cette probabilité ?

Oui c’est possible, comme les États-Unis ont contrôlé Bagdad. Mais la question est combien de temps peuvent-ils maintenir cette situation ? Quelles pressions internationales subira l’État espagnol et, surtout, avec quelles perspectives ?

Dans cette situation de confrontation avec l’État espagnol, y-a-t-il une anticipation de la solidarité internationale, syndicale et politique ?

Nous sommes en train de travailler sur un aspect concret qui est la création de brigades internationales d’observateurs de membres d’organisations de gauche. Nous ne sommes pas intéressés par des soutiens comme ceux de la Liga del Norte en Italie, ou même si Le Pen en France aime bien notre cause ou pas. Nous rejetons les contacts avec ces organisations. Nous sommes en pleine construction d’un réseau avec notamment le CIEMEN (Centro Escarré per a les Minories Ethniques i les Nacions), ASKAPENA (Groupe internationaliste Basque) et d’autres organisations.

Te penses-tu comme nationaliste ?

C’est une question de fond. L’État va appeler nationaliste tous ceux qui disent autre chose que lui. Je me considère comme un indépendant-

tiste et un socialiste dans mon pays. Pour beaucoup de gens, c’est ça le nationalisme. Mais je ne suis pas un fétichiste de mon drapeau, de mes frontières, de ma culture, même si cela représente notre vie sociale. Ma langue maternelle et d’usage social est le catalan, mes traditions sont catalanes. Je ne me considère pas comme nationaliste mais comme indépendantiste. Le jour où nous aurons l’indépendance, je chasserais le nationalisme et continuerais à travailler à l’amélioration des conditions sociales de la classe ouvrière de mon pays.

■ Le troisième et dernier entretien est réalisé avec Jordi Vega de la CNT L’Hospitalet de Llobregat.

Quelle est la position de la CNT face à cette situation de tensions entre la Catalogne et le gouvernement de la monarchie ?

Dans l’actuelle situation sociale en Catalogne, la CNT a pris la décision de se positionner du côté du peuple et contre la répression. Nous ne sommes pas pour la construction d’une République sous forme d’État mais nous sommes et serons toujours radicalement contre la répression envers un peuple qui décide de s’exprimer (même si à notre sens, il ne le fait pas de la bonne manière) parce que nous comprenons qu’il le fait dans le sens du progrès social. Nous serons toujours contre les expressions dictatoriales des États, comme le fait actuellement l’État post-franquiste espagnol.

Que pense la CNT de la grève générale du 3 octobre ?

La grève générale du 3 octobre a été le premier cas de ces 30 dernières années où un espace de syndicalisme alternatif prend les devants par rapport aux instances dirigeantes des syndicats majoritaires comme les C.C.O.O (Comisiones Obreras – Commissions Ouvrières) et l’U.G.T (Unión General de los Trabajadores

– Union Générale des Travailleurs) et les oblige à suivre le mouvement. C’est à dire que dans ce sens nous pouvons affirmer que la grève générale a été un mouvement qui a soumis le syndicalisme officiel a de très dures contradictions, desquelles nous pensons qu’il ne se remettra pas facilement. Cet espace de syndicalisme alternatif est formé par la C.N.T (Confederación Nacional de los Trabajadores – Confédération Nationale des Travailleurs), la C.G.T (la Confederación General de los Trabajadores – Confédération Générale des Travailleurs), Solidaridad Obrera (Solidarité Ouvrière – libertaires), la C.O.S (Coordinadora Obrera Sindical – Plate-forme Ouvrière Syndicale) et I.A.C (Intersindical Alternativa de Catalunya – Intersyndicale Alternative de Catalogne – Catalanistes).

Quel serait l’avenir de la lutte des classes dans le cas où une République catalane viendrait à exister ?

Quelle que soit la scène politique qui arrivera, République progressiste, République de droite, ou dictature, il est certain qu’elle ne résoudra pas les vrais problèmes des travailleurs, c’est à dire la précarité et les bas salaires. Donc le travail que nous faisons depuis les syndicats de la CNT va rester le même que celui qu’il est aujourd’hui. Aussi nombreuses soient les lois « justes » concernant le monde du travail, les patrons ne les admettront jamais et les travailleurs et les travailleuses conscients que nous sommes devront continuer à lutter.

Si des lois de travail tyranniques arrivent, nous devons combattre tout autant. Nous ne pourrons fuir notre destin dans la lutte des classes, jusqu’à ce que nous construisions une société régie sous les lois du Communisme Libertaire.

Comment se positionne le syndicalisme révolutionnaire dans ces moments de lutte pour l’autodétermination des peuples ?

En ce moment même, les syndicats de la CNT catalane se retrouvent au milieu d'un intéressant débat interne en vue d'avoir une position idéologique commune. Et à partir de ce qui en ressort, nous sommes en train d'écrire un discours qui connecte l'idée d'autodétermination à l'idée d'autogestion. C'est à dire que l'autodétermination politique ne peut résoudre le problème de la classe ouvrière. Tandis que l'autodétermination économique et l'autodétermination de classe, oui. Cette autodétermination économique et de classe s'exprime à travers l'autogestion et ses outils. Nous sommes partis des accords de congrès de la CNT qui respectent le droit à l'autodétermination des peuples et défendent clairement les droits civiques. À partir de là, nous tissons un discours qui connecte l'aspiration légitime des gens en Catalogne à nos accords de congrès. Ainsi, nous faisons voir à tous que l'autodétermination, si elle amène

à un État et à des institutions politiques classiques, ne résoudra pas nos problèmes de classe. L'autogestion, si.

Quelles pratiques de solidarité internationaliste sont possibles aujourd'hui pour lutter contre la répression du gouvernement de Madrid contre le peuple catalan ?

Aujourd'hui, il est très important qu'au niveau international, soit divulgué tout ce qui se passe ici ainsi que les appels qui viennent de l'anarcho-syndicalisme et des secteurs populaires. Les manifestations devant les ambassades d'Espagne, les campagnes de boycott et la diffusion à l'étranger de nos idées sont une aide précieuse.

Il est très important de maintenir un contact direct avec la CNT pour éviter la campagne d'intox massive que pratiquent les médias de communication espagnols. Il faut signaler les intenses attaques sur les réseaux sociaux de la part du gouvernement

espagnol et de ses acolytes du ministère de l'intérieur. Il s'agit d'une vraie sale opération pour attaquer et jeter l'opprobre sur n'importe qui soutient ou participe aux mobilisations populaires qui sont menées en Catalogne. Nous sommes très contents de la réponse donnée par les syndicats qui soutiennent l'initiative de la nouvelle internationale puisqu'ils ont organisé de très nombreux rassemblements de soutien.

Quelles sont les conséquences sur les luttes sociales et syndicales de la réaction du gouvernement Rajoy ?

Le gouvernement Rajoy est en train d'opérer un changement dans les dynamiques de l'État espagnol, durcissant les lois et occupant la rue en utilisant la force policière. Dans ce contexte, nous ne pouvons rien espérer de bon pour les travailleuses et travailleurs en lutte. C'est pourquoi il est si important que la CNT se mobilise et le fasse avec un discours clair et aux contours révolutionnaires. ●

Royaume-uni

La CNT-F à la foire du livre anarchiste à Londres

La CNT-F était présente à la Foire du livre anarchiste à Londres, le samedi 28 octobre 2017.

C'est dans la grande salle qu'était installée la CNT au côté du CIRA (Centre international de recherches sur l'anarchisme), seul autre stand français de la Foire. Des centaines de personnes ont défilé pendant la journée. Parmi elles, bon nombre de francophones ravi.e.s de trouver les livres des éditions de la CNT-RP.

Cette journée a aussi été l'occasion de revoir les syndicats anglais SolFed ainsi que les IWW et de leur répéter notre volonté de travailler ensemble.

L'heureuse surprise a été de découvrir United voices of the world

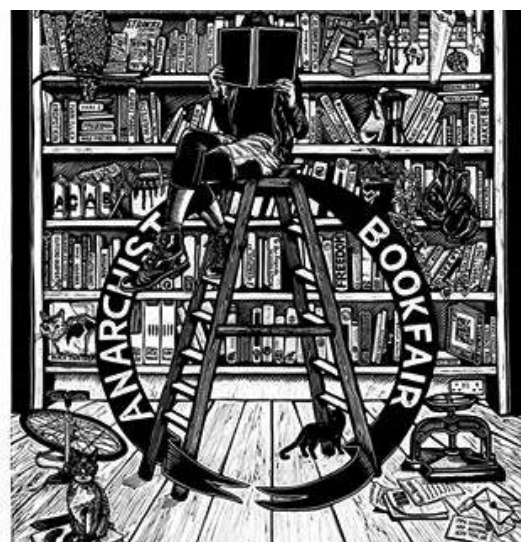
(UVW), un tout jeune syndicat créé en 2014 et qui compte déjà près de 1 000 adhérent.e.s. Fortement impliqué dans les luttes du nettoyage et de la manutention, UVW vient de remporter une belle victoire.

Par ailleurs, des questions sur les 3 CNT en France (CNT-F, CNT-AIT et CNT-SO) ont été aussi régulièrement posées. Il y a même eut des confusions avec la CNT-E (espagnole), d'où de nombreuses questions sur la Catalogne.

Les salons du livre anarchistes, de bons événements pour développer les relations internationales de la CNT. ●

*GT Europe
du secrétariat international de la CNT*

BRÈVE





Wisdom

Fin de vie au Bangladèche

On assassine sur les plages indiennes et bengalis.

Shipbreaking Platform, ONG basée à Bruxelles et qui observe la déconstruction des navires, s'alarme de la recrudescence des morts dans les chantiers « sauvages » sur les plages indiennes. Si le nombre d'accidents tendait à baisser début 2017, la tendance s'est inversée depuis le début du dernier trimestre. Chittagong, au Bangladesh, compte six ouvriers sont décédés, huit blessés.

Dans ces chantiers prenant en compte la fin de vie des navires, les

conditions sociales et de sécurité des travailleurs indiens et bengalis sont déplorables. Quand un armement a exploité jusqu'à la corde son navire, il le vend à un chantier au prix de l'acier à recycler. Construire des installations spécifiques pour ces destructions ? Trop cher. Le navire à démanteler est juste échoué sur une plage pour être démonté, découpé, trié. Or le sable, même d'apparence solide, ne garantit pas une bonne assise au navire, provoquant

de nombreux accidents lors du démantèlement. Outre les conditions sociales lamentables, l'insécurité permanente, la casse des navires se fait aussi dans des conditions écologiques déplorables. Huiles, reliquats de soutes, liquides divers soit plusieurs tonnes de produits dangereux se déversent en mer et sur le sable, faute de cuves pour les recueillir.

Chittagong n'est qu'un exemple reproduit dans le sous-continent indien. Le Pakistan, l'Inde et d'autres pays sont placés sur ce marché.

Toujours liés aux conditions de travail, peu d'accidents sont répertoriés. Le 23 octobre, Jalal, ouvrier travaillant sur le navire Lobato, a été tué par un câble lors d'une intervention. Khalil, intervenant sur un pétrolier est décédé à la suite de l'explosion d'une cale du pétrolier et un autre ouvrier a été sérieusement blessé. Quatre ouvriers ont été gravement brûlés lors d'un incendie. Un autre est traité pour avoir inhalé des gaz toxiques échappés d'une cuve d'un navire.

Les armateurs apprécient le système indien. Pour éviter des ennuis, ils vendent leur rafiot à une structure dans un paradis fiscal qui lui donne



Wisdom



Cimetière navire Chittagong

un nouveau pavillon, dans un autre paradis fiscal. Ces écrans successifs évitent des retours négatif sur la réputation des armements. Société italo-suisse MSC, second armateur mondial de conteneurs, soigne aussi son image de croisiériste propre, mais a régulièrement recours à ces chantiers pour les plus vieilles unités de sa flotte.

Devant un tel scandale, l'Organisation maritime internationale a adopté à Hong Kong une convention encadrant le désossage des navires en fin de vie. Mais pour que cette convention entre en vigueur, il faut que les principaux pays d'arma-

teurs, Grèce, Panama, Iles Marshall notamment, signent ce texte Ils s'en sont bien gardés. L'Europe essaye de pousser ses Etats membres à le cosigner mais personne ne se bouscule au portillon. La France a signé la convention mais avec 160 navires, elle ne pèse que 0,1% de la flotte mondiale. En attendant, l'Europe valide des chantiers navals capable d'un déconstruction « propre » des navires. En France, Brest, Bordeaux, Saint-Nazaire et Marseille sont sur les rangs.

Toujours à l'affût d'un bon coup, la Chine a voulu présenter des chantiers qu'elle considère comme



Ouvrier Chittagong

« propres », techniquement de meilleure qualité qu'en Inde, mais sous des conditions sociales qui laissent encore à désirer.

Si les particuliers doivent payer une taxe sur le recyclage écologique des produits, pourquoi les armateurs ne seraient-ils pas soumis à une taxe prenant en compte la fin de vie de leurs navires ? ●

Louiton, SIPMCS



Wisdom



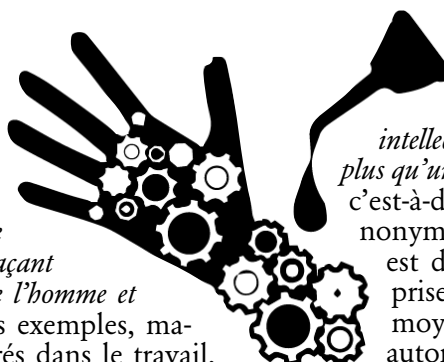
Rester humains



Remplacer l'humain.
Critique de l'automatisation de la société,
 Nicholas Carr,
 éd L'échappée, Paris, 2017,
 traduit par Édouard Jacquemoud,
 272 pages, 19 €.

Dans la même veine que son précédent titre paru en France en 2011, *Internet rend-il bête ? Réapprendre à lire et à penser dans un monde fragmenté* (Robert Laffont – traduit par Marie-France Desjeux - dont le CS a rendu compte en janvier 2012), le journaliste nord-américain propose ici une critique de l'automatisation, exposant en quoi se reposer sur l'« intelligence » des machines et outils pose problème. Sa démarche est plus dans l'histoire incarnée que dans l'abstraction théorique ou dans le manichéisme primaire. Les modifications technologiques dans l'aviation forment un genre de fil rouge des pionniers (Sperry, les frères Wright, Saint Exupéry), au crash du vol Rio-Paris de juin 2009 (dû notamment à une « perte du contrôle cognitif de la situation » de la part du copilote alors aux commandes, selon le Bureau enquête accident), en y critiquant le choix d'Airbus du tout numé-

rique qui fait que « le système de commandes de vol électronique de l'A320 a brisé ce lien charnel en plaçant un ordinateur entre l'homme et la machine »... Ses exemples, majoritairement ancrés dans le travail, concernent aussi des commandants de paquebots, chauffeurs de bus, ingénieurs dans la construction, médecins radiologues, métallurgistes, traders, avocats, architectes... L'approche est psychologique et neurologique, historique, politique, scientifique et morale. L'auteur démontre l'excès de confiance et de paresse que suscitent en nous les machines automatisées (« *Loin de nous avoir ouvert de nouvelles perspectives, l'informatique a fortement réduit nos capacités d'action et de réflexion en nous imposant des tâches routinières et monotones* »). Il déplore le fait, avéré, que nous nous désengageons de plus en plus de notre travail et donc de nos vies. Le travail n'est pas un domaine séparé voire hostile à la vie, car « *qu'il soit de*



nature physique ou intellectuel, [il] représente plus qu'un mode de production », c'est-à-dire qu'il n'est pas synonyme d'exploitation. Il

est de fait et surtout une prise sur le monde et le moyen de construction autonome d'une société foncièrement égalitaire.

En régime capitaliste, le travail croise l'automatisation qui, elle, cherche à supprimer toute notion d'effort : tout doit nous arriver tout cuit dans la bouche. La béatitude du moutonnement nous tend les bras, si l'on se contente de faire ce que

les machines nous enjoignent de faire. Parce qu'adopter

tel ou tel comportement n'est pas

qu'affaire de choix individuel. « *Les*

problèmes

moraux et

sociaux

soulevés

par les

robots

tuteurs ou

les voitures

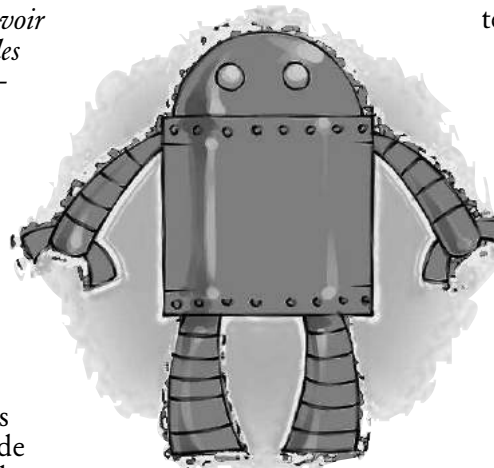
sans conducteurs sont du

même ordre que

ceux posés, plus

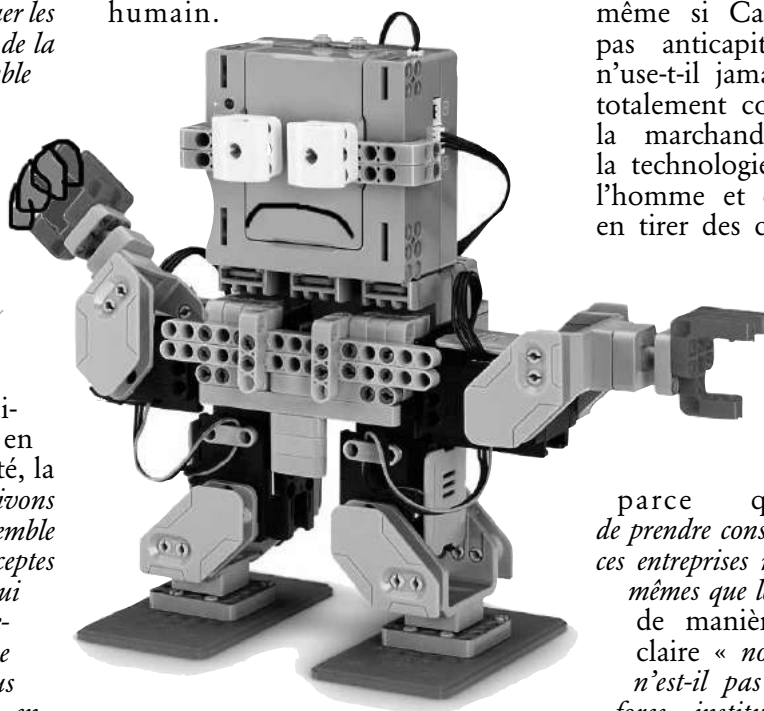
globalement, par l'automatisation de la société.

Cette dernière est entretenue par



le mythe de la substitution, qui présuppose qu'il est possible de diviser et d'automatiser certaines activités sans transformer la structure dans laquelle elles s'inscrivent. Or, en atteignant un seuil critique, l'automatisation fait évoluer les normes, les principes et les valeurs de la société, et par conséquent, l'ensemble des rapports sociaux et des relations humaines. Ce processus est renforcé par notre relation d'extrême dépendance à l'égard des réseaux informatiques qui, pour citer l'informaticien du MIT Joseph Weizenbaum, «façonnent le monde dans lequel nous vivons». » Ce n'est pas qu'une simple influence, c'est un véritable conditionnement dans lequel sont en jeu des notions comme la liberté, la justice ou l'humanité. « Nous vivons dans des sociétés fondées sur un ensemble de codes et de lois écrites, de préceptes religieux et de normes culturelles qui guident et régissent nos comportements. L'expérience personnelle joue aussi un rôle important puisque nous apprenons à devenir responsables en grandissant. Chaque nouvelle situation nous offre l'occasion d'affiner nos jugements et de nous perfectionner. Pour que les robots deviennent des créatures morales, il leur faudrait prendre exemple sur nous, c'est-à-dire obéir à des règles et tirer des leçons de leur propre expérience. » Les robots pourront-ils, un jour, éprouver de l'empathie, sentiment qui paraît purement humain ? Pourra-t-on en faire un code binaire algorith-

mable ? Pas sûr du tout. Un robot, un jour, équivalent d'un humain ? Comme si un microprocesseur pouvait un jour être hissé au niveau – de très loin supérieur – du cerveau humain.



Les machines n'adopteront pas forcément toutes les caractéristiques humaines, c'est peut-être l'inverse qui se produira. L'homme laissera tomber ses prérogatives, telle l'empathie, ou les atténuera, pour se mettre au niveau des robots (et pas de discriminations ! crieront les gogos : on voit déjà par-ci par-là poindre l'hallucinante notion de

« droit des robots »).

Netflix, Wikipedia, Apple, le GPS, le smartphone et autres Uber travaillent tous à la grande déresponsabilisation.

Alors, même si Carr ne se revendique pas anticapitaliste – du moins n'use-t-il jamais le terme –, il est totalement conscient de comment la marchandise (particulièrement la technologie numérique) modèle l'homme et qu'il va donc falloir en tirer des conclusions politiques

et morales. « La question est de savoir si nous voulons continuer à laisser les acteurs du numérique décider à notre place », écrit-il, parce qu'« il est grand temps de prendre conscience que les intérêts de ces entreprises ne sont pas toujours les mêmes que les nôtres » et il ajoute, de manière on ne peut plus claire « notre devoir le plus élevé n'est-il pas de lutter contre toute force institutionnelle, économique, ou technologique qui chercherait à nous aliéner ? » ●

Bastien, SIPMCS

Dans le même genre de questionnement, le rapport entre les machines, le travail et la liberté de l'homme, se reporter à « Le progrès sans le peuple » de David Noble (Agone, 2016, traduction de Celia Izoard) et Éloge du carburateur et Contact de Mathew B. Crawford (La Découverte, 2010 et 2015, traductions de Marc St Upéry pour le premier, Marc St Upéry & Christophe Jaquet pour le second)

LA CNT C'EST QUOI ?

UN SYNDICAT ! Parce que cette forme d'organisation englobe à la fois le champ économique, politique, social et culturel. Parce qu'elle est directement issue du peuple et qu'elle représente ses intérêts.

DE COMBAT ! Parce que les intérêts des travailleurs s'opposent radicalement aux intérêts du capitalisme. Parce que les grandes avancées sociales n'ont été arrachées que dans l'action et la mobilisation.

AUTOGESTIONNAIRE ! Parce que les décisions doivent être prises à la base. Parce que nous appelons à l'auto-organisation des luttes. **SOLIDAIRE !** Parce que les hiérarchies (salaires, fonctions, statuts) s'opposent à une société égalitaire et autogérée. Parce que seules la réflexion et l'action interprofessionnelles permettent d'éviter le corporatisme. **ANTICAPITALISTE !** Parce que nous fabriquons toutes les marchandises et assurons tous les services, nous devons les orienter pour le bien de toute la collectivité et non pour l'ambition démesurée de quelques-uns. C'est pourquoi nous pensons que le syndicalisme doit être porteur d'un projet pour une société plus juste, plus égalitaire, plus libre... Un projet révolutionnaire. Puisque personne ne travaille à ta place, que personne ne décide à ta place !

Comme-mort qui peut !

Macron rend hommage au Briseur de grève pue-la-mort.



Ce 11 novembre, Macron a décidé de rendre hommage au briseur de grève et premier flic de France Georges Clemenceau.

À l'occasion des commémorations de l'Armistice, le chef de l'État rend ainsi visite à l'ancien appartement parisien (rue Benjamin Franklin) du « Père la victoire (sur des monceaux de cadavres) ».

Avant d'être pour la seconde fois Président du Conseil, Clemenceau qui déclarait à l'époque : « Politique intérieure ? Je fais la guerre. Politique étrangère ? Je fais la guerre. Je fais toujours la guerre », avait déjà démontré toute son allégeance au grand Capital, dans sa gestion de la conflictualité sociale des années 1906/1909, quand il cumula cette fonction avec celle de ministre de l'Intérieur.

Intransigeance, violence, provocation, révocation de fonctionnaires, mobilisation de l'armée, arrestation du bureau confédéral de la CGT, il mit tout en œuvre pour contrecarrer la montée en puissance du syndicalisme révolutionnaire qui avait fait si peur à la bourgeoisie le 1er mai 1906.

Les morts de Raon-l'Étape et ceux

Pour l'Ordre et le Capital

TRENTÉ MOIS DE MINISTÈRE RADICAL



de Draveil-Villeneuve-Saint-Georges soulignent d'un trait sanglant le peu de cas que ce « Tigre » faisait d'une chair à patron, bientôt chair à canon.

Si le président Macron se contente aujourd'hui de la mort économique et sociale qu'il fauche avec sa « réforme » du code du travail, il nous prévient de son intransigeance (et de ses conséquences) au travers de ses références historiques.

Macron fait de l'esbroufe, mais n'invente rien cependant, car Mitterrand, Chirac, Valls et Le Drian s'y sont déjà rendus. En terme de communication politique, se rendre donc dans les anciens appartements (transformés en musée) d'une figure autoritaire du pouvoir fait recette chez les tenants de la réal-politique de gauche, celle qui veut que l'on se fasse élire sur un vague colorant rose pour appliquer une politique que même la droite n'ose pas encore totalement programmer.

L'union sacrée des amateurs de « l'assiette au beurre »*, dont le large panel se bouscule autour de la table gouvernementale, ne peut que se retrouver dans le parcours politique

d'un Clemenceau ayant débuté comme maire d'un arrondissement ouvrier parisien, acteur de La Commune de Paris pour finir comme grande figure de la répression de la classe ouvrière. ●

SUB TP région parisienne

* Expression dont l'origine remonterait au XVe siècle, quand le beurre était un aliment réservé aux riches. Ce qui donna le nom à un hebdo satirique richement illustré, antimilitarisme, anticolonialisme, bouffeur de curé, documentant en dessins l'exploitation au travail à partir de 1901. Le journal attaquait essentiellement les politiques et les gens de pouvoir qui abusait des pauvres.



ABONNEZ-VOUS AU COMBAT SYNDICALISTE

Je m'abonne pour 11 numéros (1 an) au prix de 30 € (soutien), 22 € (standard), à partir du numéro :

Si réabonnement, merci de cocher la case :

NOM PRÉNOM ADRESSE

PROFESSION MAIL

Chèque à l'ordre du *Combat syndicaliste* à renvoyer à *Combat syndicaliste* C/O CNT 18 Avenue de Sierre 07200 Aubenas

Si vous souhaitez qu'un.e ami.e s'intéresse au CS ou si vous avez vraiment trouvé merveilleux ce numéro, mais que vous n'avez pas la possibilité de vous abonner tout de suite, alors lisez bien ceci :

durant 3 numéros, nous vous abonnons gratuitement. Il vous suffit de remplir le bon ci-dessus et de cocher cette case.

Toutes ces offres d'abonnement valables uniquement en France métropolitaine. Nous contacter pour l'étranger. L'offre d'abonnement pour 3 numéros gratuits valable une seule fois par personne (même nom, même adresse). Bonne lecture.



ABONNEMENT GRATUIT ➔

Rompez les rangs !

11 novembre, une date pour
l'antimilitarisme, combat
toujours d'actualité.

En ce 11 novembre, nous avons manifesté pacifiquement notre rejet de l'armée, en chanson devant le centre de recrutement des armées de Montpellier.

Quand on commémore la grande boucherie du début du 20e tout en préparant la prochaine, il faut affirmer haut et fort que l'armée est une machine à former des assassins. Qu'aucune mort n'étant légitime, il faut lutter pour que les armées disparaissent, comme la peine de mort a disparu dans notre pays. Il faut redire aussi que l'armée est inutile et coûteuse.

Inutile car un pays comme le Costa Rica a aboli son armée en 1948 et ne s'en porte pas plus mal. La suppression des budgets militaires y a permis d'investir dans l'éducation et la santé en améliorant le niveau de vie des Costaricain-nes. Il n'a pas été envahi par un autre pays. Assurée par la police, sa sécurité intérieure est tout aussi acceptable que dans les pays occidentaux qui dépensent des milliards dans leur armée.

■ Dépense de défense

L'armée coûte très cher. En France, le budget 2018 va gonfler les dépenses publiques (nos impôts, faut-il le rappeler) militaires à 34 milliards d'euros (Le Monde, 28 septembre 2017). Avec 34 milliards d'euros de combien peut-on relever les minimas sociaux ? Combien d'enseignants pour améliorer les apprentissages des élèves ? Combien de postes de personnels hospitaliers à créer pour une meilleure prise en charges des patient-es à l'hôpital ? Etc.

Si l'armée est inutile et coûteuse, à quoi sert-elle ?

L'armée dépend du ministère de la défense (renommé « des armées » depuis 2017) mais la défense de quoi ? Pas de notre territoire. On peut difficilement imaginer aujourd'hui



qu'un pays voisin nous attaque ! Les « menaces intérieures » ? La police suffit déjà largement. L'armée française défend surtout les intérêts économiques des grandes entreprises stratégiques françaises en Afrique (40 interventions depuis 1961), protégeant des régimes qui défendent ces intérêts français et éliminant ceux qui veulent s'en émanciper (« Françafrique, la famille recomposée », éd. Syllepse 2014).

■ Défendre capital et pillage

Défendre ces grandes entreprises qui s'enrichissent en pillant les ressources (pétrole, uranium, etc.) du sous sol africain, c'est empêcher les habitant-es de profiter de leurs richesses, ce qui contribue à les maintenir dans la pauvreté. Un terreau fertile pour de futurs terroristes extrémistes par exemple, que l'armée a pour mission de combattre. La boucle est alors bouclée et permet de justifier son existence !

« *Celui qui est capable de marcher au pas derrière une musique n'a pas besoin d'un cerveau, une moelle épinière lui suffit* » a dit Albert Einstein

Militaires, montrez que vous n'avez pas qu'une moelle épinière. Rompez les rangs ! Supprimons l'armée pour supprimer la guerre !

En attendant, commençons dès maintenant à réfléchir à l'organisation d'un grand rassemblement anti-militariste le 11 novembre 2018, afin de fêter à notre manière la fin de la Première Guerre mondiale ! ●

CNT éducation 34

Vous trouverez sur le site Internet
www.cnt-f.org toutes les coordonnées pour
contacter un syndicat par branche ou par
section géographique. Voici les adresses par
régions.

Bureau confédéral
6, rue d'Arnal 30900 Nîmes
06 52 17 93 54
mél : cnt@cnt-f.org

1 Alsace

Union régionale CNT c/o
Lucha y Fiesta
BP 30017 67027
STRASBOURG CEDEX 1
09 52 91 12 14 alsace@
cnt-f.org

2 Aquitaine

Syndicats Gironde 36, rue
Sanche-de-Pomiers, 33000

Bordeaux

06 95 52 69 71

ul33@cnt-f.org

Syndicats régionaux PTT

Aquitaine, BP 80099, 33704

Mérignac

Culture Aquitaine 36,
rue Sanche-de-pomiers,
33000 Bordeaux

3 Auvergne

Union locale CNT

Salle Poly, place Poly,

63100 Clermont-Ferrand

4 Bourgogne

Franche Comté

Syndicat intercorporatif de

Saône-et-Loire

et de la Nièvre

19 rue du pavé

71290 Cuisery,

CNT 21

61 rue Jeannin

21011 Dijon

[http://www.cnt-f.org/_cnt-](http://www.cnt-f.org/_cnt-interco-21_.html)

[interco-21_.html](http://www.cnt-f.org/_cnt-interco-21_.html)

06 01 22 17 94

5 Bretagne et Pays de la Loire

Union régionale CNT

BP 30423, 35004 Rennes

CEDEX

06 34 98 30 72

bretagne@cnt-f.org

6 Centre

259, rue de Bourgogne,

45000 Orléans

interco.45@cnt-f.org

7 Champagne- Ardennes

Syndicats CNT Marne

BP 90009,

51201 Épernay CEDEX

8 Franche-Comté

Syndicats

CNT Doubs

c/o CESL, BP 121, 25014

Besançon CEDEX cnt-

doubs@cnt-f.org

Syndicat intercorporatif CNT

Jura BP 98,

39140 Bletterans cedex

9 Île-de-France

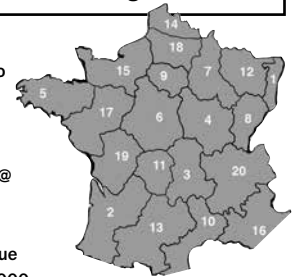
Union régionale CNT

33, rue des Vignoles, 75020

Paris

01 43 72 95 34

br.rp@cnt-f.org



10 Languedoc Roussillon

Union régionale CNT

BP 90256, 6 rue d'Arnal

30000 Nîmes

ur.lr@cnt-f.org

11 Limousin

Union locale Limou-sin

6, rue de Gorre,

87000 Limoges,

cnt87@cnt-f.org

12 Lorraine

Union régionale CNT

ur.lorraine@cnt-f.org

UD CNT Moselle

5, place des Charrons,

57000 Metz

ud57@cnt-f.org

13 Midi-Pyrénées

Union régionale CNT

18, av. de la Gloire,

31 500 Toulouse

Tél 09 52 58 35 90

14 Nord-pas-de-Calais

Union régionale CNT 32,

rue d'Arras, 59000 Lille

03 20 56 96 10

ur59-62@cnt-f.org

15 Normandie

Syndicats CNT Calvados

BP 02,

14460 Colombelles

Syndicats CNT Seine-

Maritime BP 411,

76057 Le Havre CEDEX

Syndicat CNT Eure

interco27@cnt-f.org

16 PACA

CNT-STICS 13 c/o

1000 bâbords 61,

rue Consolat 13001

Marseille

17 Pays la Loire

voir Bretagne

18 Picardie

Voir avec Nord-pas-de-Calais

19 Poitou-Charentes

Union régionale CNT

20, rue Blaise-Pascal,

86000 Poitiers

05 49 88 34 08

20 Rhône-Alpes

Union régionale CNT

44, rue Burdeau

69001 Lyon

